

## **La presse de l'exil républicain espagnol en France (1939-1975) : antifranquisme et identités collectives**

**Geneviève DREYFUS-ARMAND**

*Centre d'études et de recherches sur les migrations ibériques*

genevieve.dreyfus-armand@wanadoo.fr

### **Résumé**

Cette contribution analyse l'importante presse – quelques 650 titres – publiée en France entre 1939 et 1975, par les exilés espagnols ayant fui le franquisme. Souvent éphémères, ces périodiques sont essentiellement politiques, même si la plupart d'entre eux accordent une place importante à l'histoire et à la culture ibériques.

**Mots-clé :** Guerre d'Espagne. Mass-media.

### **Abstract**

This paper some of the 650 periodicals, published in France between 1939 and 1975, by Spaniards exiled during Franco's regime. Often short lived, the newspapers, reviews and bulletins were essentially political, even if in most of them Spain's history and culture are very often referred to.

**Keywords:** Spanish Civil War. Mass-media.

### **Resumen**

Este artículo analiza la importante prensa –unos 650 títulos– publicada en Francia entre 1939 y 1975 por exiliados españoles que habían huido la dictadura franquista. A menudo efímeros, estos periódicos son esencialmente políticos, aunque la mayoría de ellos dan un lugar significativo a la historia y la cultura ibérica.

**Palabras clave:** Guerra civil española. Medios de comunicación.

Nombreux à s'être réfugiés en France à la fin de la guerre d'Espagne lors de l'instauration du régime franquiste, les républicains espagnols y ont déployé une intense activité éditoriale. Formant, jusqu'au début des années 1960, le contingent

---

\* Artículo recibido el 19/03/2019, aceptado el 28/10/2019.

d'exilés politiques le plus considérable, ils ont édité quelque 650 titres de périodiques. Tous les titres n'eurent pas la même durée ni la même nature : si certains parurent régulièrement, beaucoup eurent une vie éphémère car, financés par les organisations de l'exil et leurs militants, ils vivaient de façon précaire<sup>1</sup>. À plusieurs reprises, les publications espagnoles furent aussi frappées d'interdiction par les autorités françaises : en 1945, 1950, 1953, 1959, 1960, 1961 et en 1963 (Dreyfus-Armand, 1994 et 1999).

Cette intense activité éditoriale était le reflet d'une forte structuration de l'exil républicain espagnol en de nombreuses organisations politiques, syndicales ou associatives, marquées par des dissensions anciennes et de nouveaux conflits. Cette presse était centrée sur l'Espagne et les stratégies de lutte contre le franquisme. Cependant, grâce à la place importante accordée à la mémoire historique et à la culture, elle fut également un vecteur privilégié de sauvegarde d'une identité culturelle. Les animateurs de cette presse, responsables politiques, intellectuels ou artistes, constituaient les porte-parole de l'exil.

Extraordinaire matériau d'étude, la presse de l'exil espagnol est à la fois source d'information à interroger avec les méthodes classiques de la critique historique et objet d'étude en elle-même, comme mode d'expression privilégié, des idéaux, des stratégies et des mythes d'un groupe social précis, celui des exilés antifranquistes.

### 1. Une presse en continuité avec la guerre d'Espagne

L'abondance de la presse de l'exil espagnol ne peut se comprendre si on ne la replace pas par rapport au fait culturel sans précédent qu'ont représenté l'expression et la propagande pendant la guerre d'Espagne. Le langage était entré en guerre en première ligne en Espagne, pour offrir deux visions antagonistes du monde, deux modèles exclusifs l'un de l'autre, base idéologique de l'affrontement armé. C'est dans le camp républicain que l'amplitude du phénomène a atteint des proportions rarement égalées dans l'histoire de la presse.

Tous les secteurs du camp républicain ont manifesté une forte activité dans ce domaine : partis, syndicats, entreprises, milices, unités militaires, brigades internationales publient journaux, tracts, affiches, pamphlets. Des revues littéraires prolongent et amplifient l'effervescence intellectuelle de l'avant-guerre et se mettent au service de la cause républicaine. Les publications républicaines connaissent un foisonnement et une variété à la mesure de la croyance dans le pouvoir du verbe et dans les vertus de

---

<sup>1</sup> Cet article reprend les lignes principales d'une thèse de doctorat en histoire soutenue en 1994 à l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de Pierre Milza, ayant pour titre *L'Émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975*, 1 417 p. (Inédite mais consultable en ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01636618>).

l'éducation et en proportion directe aussi de la diversité des conceptions en présence sur la nature de la guerre ou de la révolution en cours. C'est dans la filiation de l'expérience de la guerre d'Espagne que s'inscrit la presse de l'exil. Certes, le discours n'est plus celui de l'épopée, mais il en demeure comme imprégné pendant longtemps. Dans le contexte de l'exil, la presse répond en outre à une autre nécessité de l'heure : il s'agit, après la défaite, de resserrer les liens politiques ou culturels et de mobiliser les énergies, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, pour pouvoir rentrer en Espagne et y restaurer la démocratie.

## 2. La presse, reflet de l'histoire de l'exil espagnol

Dès 1939, malgré les difficultés de l'exode et, ensuite, dans la clandestinité, entre 1940 et 1944, des publications apparaissent. Cependant, c'est surtout à partir de la libération de la France que la presse espagnole se développe considérablement et elle atteint son intensité maximum dans l'immédiat après-guerre. Diverses étapes scandent l'histoire de la presse de l'exil espagnol.

De 1936 à 1940, sous quelle que forme qu'elle ait paru – simples feuilles manuscrites, dactylographiées, ronéotypées ou revues et journaux imprimés – cette presse des premiers temps de l'exil se situe, dans son inspiration et sa forme, en prolongement direct de la bouillonnante activité éditoriale de la période de la guerre d'Espagne. Au cours de cette période, plus d'une quarantaine de titres apparaissent, la majeure partie en 1939, après le grand exode des dernières semaines de la guerre, et ils disparaissent définitivement lors de l'occupation de la France par les troupes allemandes.

Une dizaine de modestes bulletins sont « publiés » dans les camps d'internement afin de lutter contre la désespérance née de la défaite et de l'exode et perpétuer l'idéal pour lequel le combat a été mené pendant trois ans. Cette « presse des sables » est aussi le vecteur de l'activité culturelle menée dans les camps par les intellectuels, les artistes et les enseignants qui s'y trouvent (Villegas, 1989). Dès la fin de 1936, la Délégation basque à Paris publie *Euzko Deya* (*La Voz de Euzkadi*), aidée et soutenue par des intellectuels catholiques français, tels Marc Sangnier ou François Mauriac. L'hebdomadaire *Euzko Deya* sort durant cinq ans, pour ne s'arrêter, au bout de 205 numéros, qu'après le 10 mai 1940<sup>2</sup>.

À l'initiative du gouvernement républicain, paraît à Paris *Voz de Madrid*. Son comité de rédaction et la liste de ses collaborateurs sont composés d'écrivains et artistes de premier plan, fervents soutiens de la République espagnole, d'Antonio Machado, Rafael Alberti, Vicente Aleixandre à Pablo Neruda, Pablo Picasso ou Ernest Hemingway. Un arrêté du gouvernement français interdit le journal en avril 1939. La première revue culturelle de l'exil républicain en France est une revue catalane, la

<sup>2</sup> *Euzko Deya* reparaitra en janvier 1945 et se poursuivra au moins jusqu'en 1972.

*Revista de Catalunya*, publiée par la Fondation Raymond Lulle, en continuation de la revue éditée à Barcelone depuis 1924. Les mêmes intellectuels ou artistes la poursuivent dans l'exil – tel Pau Casals – sous la direction du linguiste Pompeu Fabra.

Les autres publications de cette période sont des organes de mouvements politiques et syndicaux en voie de reconstitution dans l'exil : communistes comme *La Voz de los Españoles* ou *Treball*, libertaires comme *España expatriada* ou *Democracia*, socialistes comme *España libre* ou *Norte*, tandis que les militants antistaliniens du POUM<sup>3</sup> à peine sortis de prison après les événements de mai 1937 en Catalogne ne publient que de modestes bulletins. Dans une période où la France est désireuse de se débarrasser des réfugiés et où le gouvernement franquiste fait pression sur elle pour limiter l'activité des exilés – relayée par l'ambassadeur en poste à Madrid, le maréchal Pétain, vieille connaissance de Franco dans le Rif – ces publications seront limitées voire interdites.

Une seconde étape s'ouvre avec l'occupation de la France. Les exilés espagnols sont soumis à une surveillance constante et multiple, tant de la part du gouvernement de Vichy que de l'occupant allemand et des services secrets franquistes dont les connexions sont avérées. Arrestations, assignations à résidence, emprisonnements et extraditions vers l'Espagne se multiplient. Mais l'une des premières activités de résistance des exilés espagnols est – comme pour nombre de mouvements français – la publication d'une presse clandestine. La presse clandestine espagnole est constituée de près d'une trentaine de titres, ce qui en fait l'une des plus importantes parmi les presses clandestines éditées par des immigrés en France pendant la guerre mondiale ; en nombre de titres, elle vient après la presse polonaise et, semble-t-il, avant la presse juive.

Les premières publications clandestines sont de très modestes bulletins dactylographiés, disséminés dans des collections privées, tels *España día* ou *Alianza*, diffusés par de jeunes communistes à Toulouse dès 1941 ou *Reconquista de España*, réalisée dans le Vaucluse à partir de fin 1941 par le Parti communiste espagnol. *Reconquista de España* deviendra l'organe de l'Union nationale espagnole (UNE) constituée fin 1942 par ce dernier parti, organisation qui se veut une structure de large alliance, comme le Front national français. Des réseaux complexes de distribution se mettent en place sur une grande partie du territoire. Plus de 300 suppléments locaux ou régionaux se rattachent à *Reconquista de España* dans de très nombreux départements, y compris en Afrique du Nord. D'autres publications de la UNE sont destinées aux groupes de guérilleros qui se constituent dans le grand Sud-Ouest (*Lucha*, *Anónimos*, *Liberación*, etc.). Des bulletins clandestins sont également publiés par des socialistes (*De socialistas a socialistas*, *Renovación*), des anarchistes (*Exilio*, *Solidaridad obrera*), des

---

<sup>3</sup> Partit obrer d'unificació marxista.

nationalistes basques (*Gudari*) ou catalans (*Poble català*, *La Humanitat*) engagés dans la Résistance.

Une troisième période s'ouvre à la Libération et se poursuit jusqu'en 1950. En 1944, un immense espoir s'empare des républicains espagnols de voir sombrer le régime franquiste comme s'effondrent les régimes hitlérien et mussolinien qui ont aidé les factieux à s'installer en maîtres en Espagne. Les partis espagnols se reconstituent, des regroupements politiques s'effectuent, des associations se créent et un nombre considérable de publications apparaissent. Aussi, assiste-t-on à une extraordinaire floraison de périodiques en langues ibériques. Jouissant de la sympathie des pouvoirs publics français issus de la Résistance du fait de leur active participation à celle-ci, les exilés espagnols n'ont de cesse d'attirer l'attention de l'opinion française et internationale.

Cette explosion éditoriale en espagnol participe de la révolution sans précédent qui se produit dans la presse en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, révolution qui voit la création d'une abondante presse nouvelle. Plus de 50 titres nouveaux en espagnol se créent entre septembre 1944 et fin 1944 ; une centaine est fondée en 1945. En 1945, les exilés espagnols publient quelque 150 titres de journaux et bulletins. Un recentrage politique s'effectue également : à la prépondérance des publications communistes, succède l'abondance des publications anarchistes et socialistes, les deux tendances majoritaires dans l'exil comme auparavant en Espagne. La presque totalité de la presse espagnole est suspendue en février 1945, comme l'on a supprimé les journaux se disant organes des FFI<sup>4</sup>. On objecte le trop grand nombre de publications en langue espagnole et le manque de papier. La presse nouvelle se trouve vite confrontée aux réalités économiques et à la volonté de reprise en main du pouvoir central qui impose aux dirigeants de la Résistance de rentrer dans le rang. Pour paraître ou reparaître légalement, les journaux doivent correspondre à des prescriptions techniques précises. À la suite de cette « normalisation » de la presse espagnole, ce seront quelque 130 titres qui paraîtront en 1946 et 1947 et une centaine à partir de 1948 ; ce dernier chiffre ne sera plus jamais dépassé par la suite et le nombre de titres se stabilisera autour d'une cinquantaine.

C'est dans cette troisième période que sont lancées les publications emblématiques de l'exil espagnol : *CNT*, *Solidaridad obrera*, *Ruta*, *Tiempos nuevos*, *Galería*, *España libre* ou *Cénit* pour la Confédération nationale du travail (CNT) et les jeunes libertaires, *El Socialista* ou *Renovación* pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et son mouvement de jeunesse, *L'Espagne républicaine* pour la Junte espagnole de libération (JEL), *Mundo obrero*, *Nuestra Bandera* ou *Lluita* pour le Parti communiste espagnol et le PSUC<sup>5</sup>, *La Batalla* pour le POUM, *Ibèria* pour le parti de

<sup>4</sup> Forces françaises de l'intérieur.

<sup>5</sup> Partit socialista unificat de Catalunya.

la gauche républicaine<sup>6</sup>, *La Nouvelle Espagne* pour le gouvernement républicain en exil, *Alderdi* pour le Parti nationaliste basque (PNV) ou *Endavant* pour la Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Des associations, des organismes culturels, des intellectuels créent également des périodiques, tels *Ibéria* de Jean Cassou, *Méduse* de Jacinto-Luis Guereña, le *Suplemento literario de Solidaridad obrera* par Fernando Gómez Peláez, les *Cuadernos por la libertad de la cultura* autour de Luis Araquistáin, Claudio Sánchez Albornoz et Fernando Valera. Paris et Toulouse sont les deux villes principales d'édition de la presse de l'exil ; c'est la capitale qui en concentre le plus grand nombre car s'y installent les gouvernements républicain, basque et catalan en exil.

Une quatrième période commence en septembre 1950 avec la prohibition par le gouvernement français – dans un contexte d'exacerbation de la guerre froide et dans le cadre de l'interdiction des organisations communistes espagnoles – de toutes les publications communistes espagnoles (opération « Boléro-Paprika »). Dès lors, ces dernières seront clandestines en France, comme en Espagne, jusqu'à la fin du franquisme.

À partir de l'établissement de relations diplomatiques de la France avec l'Espagne officielle, en 1951<sup>7</sup>, le régime de Madrid pose de nombreuses exigences vis-à-vis des exilés républicains en France, parmi lesquelles la publication de la presse tient une grande place. Madrid demande l'interdiction de la presse espagnole de l'exil – qui parvient à être diffusée en Espagne ou comporte des éditions spécifiques pour l'intérieur – et des radios clandestines qui émettent à Perpignan et à Bayonne à destination de la Péninsule. Dans une conjoncture de normalisation croissante des relations entre les deux pays, la question des réfugiés et de leur presse devient de plus en plus embarrassante pour la France. *Ruta*, l'organe de la Fédération ibérique des Jeunes libertaires (FIJL), est la cible récurrente des doléances franquistes ; aussi, après avoir été suspendu trois mois en 1952, le journal est interdit en 1953. Le journal sera remplacé par un bulletin intérieur puis par *Nueva Senda*, interdite à son tour en 1963 avant même la mise hors-la-loi de la FIJL la même année.

De 1950 à 1959, ce sont ainsi plus de quarante publications espagnoles à être interdites en France. De nombreux rappels à l'ordre sont effectués par les pouvoirs publics français auprès des directeurs de publications, notamment au sujet de poèmes ou caricatures jugés injurieux envers le général Franco. En 1959, l'usage du papier bible servant à la confection de publications introduites clandestinement en Espagne est interdit. Le régime franquiste multiplie ses plaintes à l'encontre de la presse de

<sup>6</sup> Izquierda republicana.

<sup>7</sup> Suite à l'annulation par l'ONU, en décembre 1950, de la résolution de 1946 demandant aux pays membres de ne pas établir de relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste (résolution adoptée en grande partie grâce aux gouvernements français issus de la Résistance).

l'exil et les concentre alors contre un journal anarchiste indépendant, *Nervio*, dont l'interdiction intervient après un vote espagnol à l'ONU<sup>8</sup> favorable à la France dans sa politique algérienne. La guerre d'Algérie induit la France à se concilier Madrid pour obtenir la surveillance des partisans de l'Algérie française dans la Péninsule, aussi, en novembre 1961, le gouvernement français interdit-il les principaux journaux socialistes et anarchistes de l'exil : *Solidaridad obrera* et son *Suplemento literario*, *CNT*, *España libre* et *El Socialista*. Cette mesure marque la fin des titres historiques de l'exil espagnol.

Après cette période de restrictions croissantes dans l'expression publique des exilés républicains, une cinquième phase commence en 1962, avec une recomposition de l'exil et l'apparition d'une presse nouvelle, liée à l'émergence d'une nouvelle génération politique dans l'exil et à la structuration d'une opposition à l'intérieur même de l'Espagne.

Les interdictions des publications socialistes et anarchistes de 1961 sanctionnent une presse autonome et en espagnol. Un quota majoritaire d'articles en français doit, dès lors, être respecté et la direction du journal doit être assurée par des Français. Les socialistes et les anarchistes français aident leurs amis espagnols à publier leurs nouveaux journaux : *Le Socialiste* a pour directeur de publication officiel un secrétaire général adjoint de la SFIO et il est imprimé avec l'aide du *Provençal* ; *Le Combat syndicaliste*, officiellement organe de la CNT française, remplace *Solidaridad obrera* à Paris et *Espoir* vient en continuation de *CNT* à Toulouse. Tandis qu'*Umbral* continue le *Suplemento literario de Solidaridad obrera*.

Une presse nouvelle fait également son apparition, davantage destinée à l'opposition intérieure qu'à l'exil. Une revue illustre cette évolution : les *Cuadernos de Ruedo ibérico*, créés en 1965 par José Martínez et Jorge Semprún mais dirigés légalement par l'éditeur François Maspero. De nombreuses personnalités de l'exil et de l'intérieur y participent, ainsi que des intellectuels de divers pays, notamment latino-américains. La revue joue un rôle important dans l'étude de la réalité espagnole d'alors. Par ailleurs, un certain nombre de titres naissent dans les années 1960, témoignant de l'émergence d'une nouvelle extrême gauche favorable à l'emploi de méthodes d'action plus radicales, en rupture avec celles de l'opposition traditionnelle : *Acción proletaria*, *APEP* (*Agence de presse Espagne populaire*) édité par le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP), *Combate* de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ou *Zutik* de l'ETA, scission des Jeunesses du PNV. En 1970 est créé *Frente libertario* qui se veut un élément unificateur du courant libertaire, en liaison avec les luttes menées à l'intérieur de l'Espagne.

---

<sup>8</sup> L'Espagne franquiste est intégrée dans l'ONU en 1955.

### 3. Une presse abondante et multiforme

L'étude des caractéristiques de cette presse permet une approche de la composition et de la structuration de l'exil espagnol. L'établissement d'une typologie de la presse de l'exil espagnol – langues de communication, durée, périodicité, aspect matériel, tirages, localisation géographique, caractère dominant des publications – ainsi que l'étude des éditeurs, du financement et de la réalisation de ces journaux permettent de dégager les traits essentiels de cet exil.

L'exil républicain est marqué, et préoccupé, au premier chef par le politique et, de manière indissociable, par la sauvegarde de son identité culturelle ; son inlassable activité éditoriale témoigne d'une forte structuration en de nombreuses organisations politiques, syndicales ou associatives. Car cet exil est très divisé. Les dissensions et les rivalités apparues pendant la guerre d'Espagne sont aggravées par les nouveaux conflits nés dans l'exil et de l'exil. L'évaluation des effectifs des organisations au long de la période est un indicateur de l'influence de cette presse sur l'exil espagnol ; l'on peut constater, comme en Espagne avant le franquisme, la prédominance de deux groupes idéologiques – les anarchistes et les socialistes –, l'activité importante des mouvements nationalistes catalans et basques et celle des communistes jusqu'à leur interdiction en 1950. Les autres aires de diffusion de cette presse sont plus complexes à appréhender : les plaintes réitérées et permanentes de l'Espagne franquiste au sujet de l'introduction de propagande républicaine dans la Péninsule sont-elles à la mesure de l'écho rencontré ?

Environ les trois quarts des publications sont de type politique ; elles émanent de partis et mouvements politiques ou ce sont des publications d'information générale, en fait des bulletins de presse destinés à donner des informations courtes et précises aux exilés mais aussi à la presse français et internationale (*República española, boletín de información, Oficina Prensa Euzkadi – OPE –, Nouvelles d'Espagne, Agence Hispania, Agencia catalana d'informació, APEP, etc.*). Les publications de type exclusivement culturel représentent près de 15 % de l'ensemble, mais les préoccupations culturelles sont présentes aussi dans la plupart des périodiques. Près de la moitié de ces publications culturelles émanent des nationalités basque et catalane, plus du tiers sont rédigées en catalan – notamment les périodiques édités par les Maisons de la Catalogne, les *Casals català* – et une bonne proportion est d'inspiration libertaire (*Cénit, Demain, Galería, Horizontes, Impulso, La Novela ideal, Tiempos nuevos, Universo, etc.*).

En ce qui concerne la langue, l'on constate que près des trois quarts des titres sont rédigés en espagnol et 10 % en catalan ; des publications sont bilingues (espagnol et français, basque et espagnol). L'espagnol apparaît comme la langue de communication et le catalan est accessible aux lecteurs français ou occitanistes. La préoccupation est d'atteindre des exilés qui, dans leur grande majorité, lisent mal le fran-



çais. L'obligation édictée en 1961 d'une majorité d'articles en français touche un point sensible concernant l'indépendance et la diffusion de la presse de l'exil.

La longévité des titres est extrêmement variable. De nombreuses publications, environ 40 %, ne dépassent pas une année. Presque 400 titres durent moins de deux ans et environ 500 titres moins de cinq ans. Au total, plus de 90 % des titres durent moins de dix ans. Cependant, près d'une cinquantaine de périodiques totalisent plus de dix ans d'existence ; une vingtaine d'entre eux ont été publiés vingt ans et plus. Parmi les publications présentant une grande longévité, on trouve en premier lieu les socialistes, puis les anarchistes et, ensuite, les titres catalans, basques, poumistes<sup>9</sup> et des revues culturelles. Si les quotidiens sont rarissimes – à part le très durable *OPE. Oficina prensa Euzkadi* –, la périodicité la plus fréquente est mensuelle, avec un certain nombre d'hebdomadaires emblématiques, mais elle est surtout irrégulière. Il convient de souligner que l'immense majorité des titres, soit près de 70 %, sont imprimés. Les tirages sont extrêmement divers : si peu dépassent les 100 000 exemplaires mensuels – comme *Mundo obrero* en 1947 –, quelques-uns tirent entre 50 000 et 100 000 exemplaires par mois – tels *CNT*, *L'Espagne républicaine*, *Solidaridad obrera*. Considérable hétérogénéité des tirages, donc, selon les titres, mais également dans le temps, avec, pour tous, une progressive et inéluctable diminution du tirage. Les tirages les plus importants se situent entre 1945 et 1950, à une époque où la fin du franquisme paraît encore envisageable et où la France connaît aussi une multiplicité de journaux politiques et une presse militante abondante.

La presse de l'exil républicain espagnol – structuré par environ 160 entités – est une presse de mouvements politiques : un solide appui militant est nécessaire à son financement. Les journaux indépendants, tels *Sagitario*, *Heraldo de España*, *Nueva República*, *Atalaya*, ne durent pas longtemps. Pour une organisation, publier un journal c'est attester de son existence politique et organisationnelle. Les deux forces politiques qui apparaissent dominantes dans cette activité éditoriale sont les anarchistes et les socialistes, avec environ 110 titres chacun. Ensuite, viennent les périodiques des partis communistes espagnol, catalan et basque, puis ceux des organisations nationalistes catalanes et basques. Les diverses tendances républicaines proprement dites mènent une activité éditoriale plus réduite, quoique régulière, et ce sont elles qui animent les publications des institutions gouvernementales en exil ; elles restent les seules à maintenir ces institutions après le départ, dès 1947, des autres forces politiques.

Une part importante des ressources des mouvements politiques espagnols est consacrée au financement de leur presse, moyen privilégié de diffusion des idées anti-franquistes dans l'exil et à l'intérieur de l'Espagne, outil principal de la lutte contre la

<sup>9</sup> Du POUM, Parti ouvrier d'unification marxiste.

dictature, par conséquent axe essentiel d'activité. La publication d'une presse est le résultat de l'effort financier d'organisations constituées ou de groupes plus informels et elle est soumise, comme toute presse indépendante, à la loi d'airain des ressources. Aussi, de nombreuses publications cessent-elles momentanément ou définitivement faute de moyens et beaucoup d'entre elles n'arrivent-elles à subsister qu'en lançant à leurs lecteurs de fréquents appels au secours pour leur survie.

Les ressources proviennent des abonnements et ventes, de dons divers – aide des organisations françaises et internationales, apports de réfugiés espagnols résidant dans d'autres pays –, ainsi que du produit des nombreuses souscriptions, fêtes et autres galas organisés dans des buts à la fois politiques, culturels et financiers. Les administrations des journaux sont généralement indépendantes des organisations dont elles émanent ; mais des transferts financiers existent sous forme d'aides diverses. Car il s'agit d'une presse en déficit chronique. Les augmentations de coûts – impression, paquetage et expéditions – ne sont guère compensées par celles des rentrées. À mesure que les organisations voient leurs effectifs baisser, les problèmes financiers se font plus pressants. En dépit de cette fragilité économique, l'existence de nombreux périodiques révèle le grand potentiel militant de l'exil, sa volonté farouche de lutte et de maintien d'un des symboles les plus tangibles de son existence.

Fréquemment, les périodiques sont réalisés à titre bénévole par une équipe qui n'y consacre que le temps laissé par les occupations professionnelles ou les travaux destinés à assurer les besoins vitaux. Les journaux des organisations plus importantes sont pris en charge par un petit groupe de permanents, liés ou coïncidant avec les instances dirigeantes, comme pour *CNT*, *Solidaridad obrera*, *España libre* ou *El Socialista*. Les salaires, modestes, font mener aux responsables de la presse et de l'organisation une vie économique semblable à celle de la majorité des réfugiés. Sur le plan technique, l'exil espagnol a recours à un certain nombre d'imprimeries commerciales ou militantes et est amené à en animer directement lui-même. Deux imprimeries sont dirigées directement par l'exil : la Société parisienne d'impression (SPI) à Paris, qui confectionne un très grand nombre de journaux de l'exil, plus d'une trentaine, de toutes tendances, et l'imprimerie des Gondoles, créée à Choisy-le-Roi par la CNT pour les besoins de celle-ci mais aussi pour des commandes extérieures.

Les journaux se vendent beaucoup dans les locaux des organisations, lieux de rencontre et de sociabilité en dépit de leur modestie, ou dans les locaux d'organisations françaises proches. Un certain nombre de titres d'importance – comme *La Batalla*, *CNT*, *L'Espagne républicaine*, *España libre*, *El Socialista* ou *Solidaridad obrera* – sont, dans les années de forts tirages, déposés dans les kiosques les plus centraux des villes du Sud-Ouest, où la population espagnole présente une certaine densité, comme cela est le cas à Toulouse. La vente à la criée sur la voie publique est préférée par *Mundo obrero*. D'innombrables correspondants locaux sont

également à l'œuvre. Les principaux journaux possèdent une édition pour la diffusion clandestine en Espagne, comme *El Socialista* ou *CNT*, tous les moyens classiques de diffusion souterraine étant employés pour communiquer avec l'intérieur du pays.

Les animateurs de la presse de l'exil sont, de fait, les porte-parole des réfugiés ; ils sont dirigeants politiques et syndicaux ou intellectuels, souvent les deux à la fois. Si un dixième d'entre eux sont issus du milieu ouvrier ou artisanal, ils sont avant tout des militants politiques dont l'expérience et la culture – acquise le plus souvent dans des athénées populaires – les distinguent de leur milieu d'origine. De nombreux animateurs de la presse de l'exil sont aussi d'anciens journalistes – notamment des anciens collaborateurs du journal libéral *El Sol*, comme Luis Araquistáin ou Julio Alvarez del Vayo – ou des enseignants, tels que Rodolfo Llopis ou Julia Alvarez. Ils sont aussi avocats ou architectes. Des artistes participent également à la presse de l'exil, peintres et dessinateurs comme Carles Fontseré, Antoni Clavé ou Joan Call Bonet.

Dès les débuts de l'exil, la presse espagnole publie des articles d'auteurs français (de Georges Bernanos à Albert Bayet) et l'on retrouve les signatures d'intellectuels, d'hommes politiques ou de militants rassemblés par une commune opposition au franquisme, de l'hispaniste Marcel Bataillon au socialiste Daniel Mayer. Trois noms se retrouvent régulièrement dans cette presse : Paul Rivet – cofondateur du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et fondateur du Musée de l'Homme –, Albert Camus – membre du Comité algérien d'aide au peuple espagnol – et Jean Cassou, coprésident avec Paul Éluard de l'Association France-Espagne.

#### 4. Un vecteur d'expression des stratégies et des représentations collectives

L'étude de contenu de la presse de l'exil espagnol permet de souligner les thèmes récurrents. Centrée essentiellement sur l'Espagne, les stratégies politiques et la mémoire des exilés, cette presse est le miroir des représentations collectives de l'exil. Moyen de cohésion politique et identitaire des réfugiés, instrument de combat extérieur et intérieur, matérialisation de la « question espagnole » auprès des instances politiques et culturelles internationales, cette presse est préoccupée au premier chef par le pays d'origine. Les commémorations et les évocations historiques, la réactivation de pratiques culturelles anciennes, éléments décisifs de sauvegarde d'une identité nationale, régionale ou partisane, occupent une place importante.

La période correspondant aux années 1938-1944 comprend elle-même deux phases distinctes : des débuts de l'exil jusqu'à l'occupation de la France puis la clandestinité. Premiers exilés après la prise d'une partie du Pays basque par les troupes nationalistes dès 1936, les Basques illustrent la diversité du camp républicain. Avec eux, c'est essentiellement une démocratie-chrétienne naissante qui prend position contre les régimes fascistes. Si elle se penche sur les immigrés espagnols qui ont précédé les exilés républicains sur le sol français, la presse de l'exil est préoccupée surtout du sort des réfugiés et, face à l'imminence de la guerre mondiale, la plupart des ten-

dances prennent nettement position en faveur des démocraties. À partir de l'été 1941, des groupes politiques espagnols entreprennent une activité régulière de propagande clandestine. Si elle ne reflète pas la pluralité des modes d'intervention des Espagnols dans la Résistance ni la diversité idéologique des protagonistes, la presse clandestine met en évidence la prépondérance du front national impulsé par les organisations communistes dans la structuration de l'exil espagnol pendant la guerre mondiale et montre que lutte contre le nazisme et combat antifranquiste sont toujours associés.

La décennie 1945-1955 débute avec l'espoir de voir le franquisme sombrer comme les puissances de l'Axe et elle s'achève avec l'entrée de l'Espagne dans le concert des nations et la fin des illusions des républicains sur le caractère provisoire de l'exil. Les réfugiés orientent leur action et leur réflexion dans trois directions dont la presse se fait l'écho : la recherche d'une unité est constante en dépit des clivages mais la constitution d'un gouvernement en exil n'a pas l'effet catalyseur escompté. Les stratégies mises en œuvre en vue du renversement du franquisme sont trop divergentes pour aboutir : démarches diplomatiques, négociations avec les monarchistes ou opérations de guérillas en Espagne. La question du régime à substituer au franquisme après le renversement de celui-ci divise également les exilés, entre les tenants du rétablissement pur et simple de la République et les partisans d'une consultation populaire sur la nature du nouveau régime. Au milieu des années 1950, l'exil républicain ne peut que constater l'échec de toutes les stratégies adoptées pour rétablir la démocratie en Espagne. Cependant, la responsabilité de cet échec ne lui incombe que très partiellement car, dans un contexte international de guerre froide, aucun pays ne souhaite remettre en cause le *statu quo* dans la Péninsule.

Les deux dernières décennies du franquisme voient à la fois s'opérer une re-composition de l'exil républicain en France – sous la pression notamment de générations et d'oppositions nouvelles – et une marginalisation de l'antifranquisme en exil par rapport au développement, indépendamment de lui, d'une opposition intérieure. La limitation de l'activité des réfugiés espagnols en France, surtout à partir de 1961, favorise paradoxalement l'émergence d'une presse nouvelle moins marquée par les vieilles dissensions ou en rupture avec les organisations traditionnelles de l'exil. Inexorablement, cependant, le centre de gravité de l'antifranquisme se déplace de l'extérieur vers l'intérieur de l'Espagne. Si, conjoncturellement, une jonction s'opère en 1962 autour de la construction européenne entre un secteur de l'exil et de l'opposition intérieure, des conflits surgissent pour savoir qui prendra la direction de l'antifranquisme, des chefs historiques de l'exil ou des jeunes dirigeants de la clandestinité.

Bien qu'il apparaisse, au terme de près de quarante ans d'éloignement de leur pays d'origine, que l'évolution de l'Espagne s'est effectuée en grande partie sans les exilés, il est non moins manifeste que les républicains ont assuré, par-delà le franquisme, la transmission d'un héritage à la fois historique et culturel. Indissociables du

politique, préoccupation première de cette presse d'exil, les cultures ont été fortement marquées par la volonté de sauvegarder l'héritage culturel hispanique libéral tout en maintenant une cohésion identitaire. Cette presse abondante et extrêmement diverse a été l'un des vecteurs essentiels de cette transmission.

Cet extraordinaire matériau historique, longtemps méconnu, est riche d'enseignements multiples. Cette presse d'exil forme un chapitre de l'histoire de la presse en France, même s'il s'agit d'une presse marginale ayant ses modes de fonctionnement particuliers. Et son étude, replacée dans le contexte qui est le sien à chaque étape, représente en soi un aperçu de l'histoire de l'émigration politique espagnole au long de quasiment quarante années. Elle permet de suivre la difficile et douloureuse évolution qui, de brèves périodes de gloire en périodes plus nombreuses d'exclusion, a fait de ces réfugiés longtemps tournés exclusivement vers leur terre d'origine, des hommes et des femmes parfois partagés entre deux pays mais qui, en faisant pleinement partie de la société française, ont su enrichir le patrimoine du pays d'exil.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DREYFUS-ARMAND, Geneviève (1994) : *L'Émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939-1975*. Thèse de doctorat sous la direction de Pierre Milza. Paris, Institut d'études politiques de Paris. Disponible sur : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01636618/document>.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève (1999) : *L'Exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*. Paris, Albin Michel.
- VILLEGAS, Jean-Claude [coord.] (1989) : *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France en 1939*. Nanterre, BDIC / Dijon, Hispanistica XX.

Para citar este artículo / Pour citer cet article :

- DREYFUS-ARMAND, Geneviève (2019): «*La presse de l'exil républicain espagnol en France (1939-1975) : antifranquisme et identités collectives*». *Cédille, revista de estudios franceses*, 16 [Monografías 9: Diana Cooper-Richet, ed., *Regards croisés sur la presse francophone en Espagne et la presse hispanophone en France (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*], 117-129. DOI: <https://doi.org/10.25145/j.cedille.-2019.17.16.11>.